

PRÉPARER L'APRÈS-FESSENHEIM

Un projet commun au cœur de l'Europe

De retour en Alsace pour préparer l'après-nucléaire, le secrétaire d'État chargé de la Transition écologique et solidaire, Sébastien Lecornu, a mis l'accent hier sur la dimension transfrontalière de la reconversion du territoire. Une étude binationale va être lancée pour le rétablissement d'une liaison ferroviaire Colmar-Fribourg.

« On a changé de logique depuis janvier. Aujourd'hui, on commence à parler de projets très concrets. » À la veille de la deuxième réunion du comité de pilotage du « projet d'avenir pour le territoire autour de Fessenheim », le secrétaire d'État chargé de la Transition écologique et solidaire s'est montré plein d'enthousiasme, hier, lors de son retour en Alsace. Un retour placé sous le signe de la coopération franco-allemande.

Lors d'une première étape à Strasbourg, en début d'après-midi, accompagné de sa collègue des Affaires européennes, Nathalie Loiseau, Sébastien Lecornu a rencontré le président du Grand Est, Jean Rottner, et le ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg, Winfried Kretschmann, qui a annoncé le lancement d'une étude binationale sur « le rétablissement d'une liaison ferroviaire entre Colmar et Fribourg ».

« Rétablissement », car la voie ferrée entre les deux villes, établie pour la première fois en 1878, à l'époque du Reichsland, par les chemins de fer d'Alsace-Lorraine, a été exploitée jusqu'à la démolition du pont de Breisach pendant la Seconde Guerre mondiale. Pour ce projet, « il y aura un engagement français, un engagement allemand, et des crédits européens », a précisé Nathalie Loiseau.



Sébastien Lecornu entouré notamment de Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin, et Dorothea Störr-Ritter, Landrätin du Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald, hier après-midi au Gewerbepark Breisgau. PHOTO L'ALSACE/THIERRY GACHON

Lors d'une deuxième étape, Sébastien Lecornu a visité le Gewerbepark Breisgau, une ancienne base aérienne reconverte avec succès en parc industriel, en face de Fessenheim, sur la rive allemande du Rhin. Dorothea Störr-Ritter, Landrätin du Landkreis Breisgau-Hochschwarzwald, lui a expliqué comment les acteurs locaux, unis, avaient géré ce projet, dont elle a comparé les enjeux à ceux qui se posent aujourd'hui dans le Haut-Rhin.

Le modèle badois peut servir d'exemple. De plus, les entreprises allemandes se sentent désormais à l'étroit et seraient prêtes à franchir la frontière, pour peu qu'on leur accorde des conditions favorables.

Un appel d'offres pour 300 MW de photovoltaïque

« Ici, les capacités sont proches de la saturation, a constaté Sébastien Lecornu. Nous pouvons libérer du foncier autour de Fessenheim pour créer une zone économique. Nous avons commencé à débattre, de manière très opérationnelle, des infrastructures à mettre en place, des filières industrielles que l'on pourrait développer, de la nécessaire convergence fiscale et sociale. »

Sur ce plan, le secrétaire d'État estime que de nombreux outils existent déjà dans l'arsenal législatif français, et qu'il s'agit d'en étudier la pertinence avant de « lancer des usines à gaz ». Concernant les filières industrielles, le gouvernement a répondu favorablement à la demande du conseil départemental de conserver un certain niveau de production d'électricité : un appel d'offres pour 300 MW (soit un sixième de la capacité des deux réacteurs nucléaires actuels) de photovoltaïque sera lancé d'ici la fin de l'année. Le cahier des charges sera présenté ce matin lors de la réunion du comité de pilotage.

Au passage, on note que le Gewerbepark Breisgau compte déjà l'une des plus grandes installations solaires au sol du sud de l'Allemagne...

« Nous devons profiter de la fermeture de la centrale pour écrire un grand projet commun au cœur de l'Europe, a conclu Sébastien Lecornu. Cela demande un peu plus de temps, mais c'est beaucoup plus enthousiasmant. » ■

O.BR. ET J.F.

Le contrat triennal signé mardi prochain

Nathalie Loiseau a indiqué hier que le contrat triennal « Strasbourg capitale européenne » pour la période 2018-2020 serait signé mardi prochain, à l'occasion du déplacement du président de la République au Parlement européen. Elle a souligné que les échanges avec le ministre-président du Bade-Wurtemberg avaient également porté sur le projet de « rénovation » de l'historique Traité de l'Élysée, « qui va devenir un traité 2.0 ».

LEADERS DANS L'INDUSTRIE DU FUTUR

Le Grand Est et le Bade-Wurtemberg ont aussi renforcé hier leur partenariat dans le domaine de l'industrie du futur. Les deux régions ont décidé de travailler plus étroitement sur ce sujet stratégique « pour permettre à leurs entreprises d'être à la pointe de la technologie » et devenir « des leaders européens », ont expliqué leurs présidents Jean Rottner et Winfried Kretschmann devant Michel Munzenhuter, ambassadeur de l'Alliance Industrie du futur, Manfred Wittenstein, président de Alliance Industrie 4.0 Bade-Wurtemberg et des dirigeants de Massenez, Siemens, Jetlaque, Norelem et PSA, « cinq entreprises qui illustrent la réussite du plan régional industrie du futur », indique la Région.